

<https://www.ujfp.org/spip.php?article7767>



En cas de pandémie, des villages bédouins non reconnus pourraient « devenir comme le nord de l'Italie »

+972

- KKL - Bédouins - Bédouins -
Date de mise en ligne : dimanche 5 avril 2020

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Oren Ziv

+972 Magazine / 29 mars 2020

Privés des services de base, les villages non reconnus du Naqab ne sont pas équipés pour faire face au coronavirus - et le gouvernement israélien n'intervient pas.



Des femmes bédouines récupèrent leurs biens dans les ruines de leurs maisons démolies dans le village non reconnu d'Umm al-Hiran dans le désert du Néguev, dans le sud d'Israël, le 18 janvier 2017. (Hadas Parush / Flash90)

Les [villages non reconnus](#) du [Naqab/Negev](#) dans le sud d'Israël, sont confrontés à une crise à l'ombre de la pandémie de coronavirus, disent les habitants et les militants. En raison du manque d'infrastructures et de services de santé, les communautés ne sont pas en mesure de suivre les orientations définies par le ministère israélien de la santé.

Attiah al-Aasem, président du Conseil régional des villages non reconnus du Naqab, prévient que « le coronavirus aggravera les problèmes quotidiens dans les villages ». En l'absence de services publics tels que l'eau, les eaux usées et la collecte des ordures, les résidents doivent faire de leur mieux pour prendre soin d'eux-mêmes, ajoute al-Aasem.

« Le Naqab est susceptible de devenir comme le nord de l'Italie », explique Salame Alatrash, chef du conseil régional d'Al-Kasom.

« Les gens vivent dans des conditions de surpeuplement ici. Une cabane de 50 mètres carrés peut accueillir entre sept et douze personnes », dit-il. « Le gouvernement connaît la forte surpopulation et le manque d'infrastructures. Et qu'ont-ils fait toutes ces années ? Nous les avons avertis que cela allait conduire au désastre. »

Un habitant d'un village non reconnu dit qu'il n'y a eu aucune préparation et qu'aucun équipement de protection individuelle n'est disponible. "Nous sommes conscients [de la situation], mais comment allons-nous nous protéger ?" il dit. "Nous avons peur, mais nous devons quand même aller à l'épicerie."

"Nous vivons dans la peur et la panique"

Environ 150 000 personnes vivent dans les 37 villages non reconnus du Naqab. En raison depuis des décennies du refus du gouvernement israélien de leur accorder un statut juridique, ces villages se voient refuser les services publics de base tels que l'eau, un système d'égouts ou la collecte des ordures, et se battent constamment pour résister aux démolitions de maisons et aux transferts forcés. Leur isolement relatif des centres urbains a contribué à maintenir la pandémie à distance pour le moment, mais les habitants craignent que le manque d'infrastructures provoque une épidémie massive une fois le virus arrivé.

« Cette crise révèle une réalité qui passe inaperçue en temps normal », explique Sari Arraf, un avocat de l'organisation palestinienne de défense des droits humains Adalah. « Cela met en évidence les inégalités auxquelles sont confrontés les villages non reconnus. Si les demandes que nous avons faites pour que les villages soient connectés aux infrastructures de base étaient satisfaites, nous ne serions pas dans une situation qui mettrait en danger non seulement les habitants des villages non reconnus, mais aussi l'ensemble de la population du Naqab. »

« Nous vivons dans la peur et la panique », explique Aziz Abu Mdeghem, un résident de [Al-Araqib](#), les autorités israéliennes ont démoli 175 fois au cours des 10 dernières années. « Nous n'avons aucun moyen de nous protéger contre le coronavirus. Nous ne pouvons pas stocker de nourriture, et il n'y a nulle part à proximité où nous pouvons nous laver les mains tout le temps, car il n'y a pas d'eau courante. »



Les Bédouins récupèrent leurs biens dans les ruines de leurs maisons démolies dans le village non reconnu d'Umm al-Hiran dans le désert du Néguev, dans le sud d'Israël, le 18 janvier 2017. (Hadas Parush / Flash90)

Les habitants ont peur de quitter le village pour acheter de la nourriture et craignent le jour où l'un de leurs voisins devra s'isoler - car le village n'est pas conçu pour permettre une telle distance.

Alatrash, le chef du conseil d'Al-Kasom, a signalé la même préoccupation au ministère de la Santé, leur demandant il y a plusieurs semaines la permission de transformer les écoles de son district en centres d'isolement. Il n'a pas encore reçu l'approbation.

Alors qu'Al-Araqib n'a absolument pas d'eau courante, d'autres villages non reconnus peuvent utiliser les points d'approvisionnement en eau isolés mis en place par la compagnie nationale des eaux d'Israël, que les villageois paient. Ces points d'accès peuvent être à des kilomètres des villages et ne fournissent pas suffisamment d'eau pour les communautés.

« Les villages reçoivent le minimum d'eau à un coût maximum », Arraf explique. La tarification est basée sur deux tarifs - la quantité vendue et la qualité supérieure à la consommation. Les utilisateurs réguliers d'eau paient un montant fixe, au-dessus duquel ils paient un supplément. Les villageois bédouins « paient le double pour la première goutte d'eau, ce qui fait qu'il est coûteux de se conformer aux directives du ministère de la Santé. C'est absurde », ajoute Arraf. De plus, comme les habitants ont dû construire leurs propres réseaux d'eau à l'aide de longs tuyaux hors sol à l'intérieur de leurs villages, des problèmes de pression et de qualité de l'eau se posent souvent.

Le manque d'infrastructures signifie également que même en temps normal, les ambulances ne peuvent pas atteindre les villages en raison de l'absence de routes pavées. On ne sait donc pas comment une assistance médicale pourrait arriver si les victimes de coronavirus nécessitent une évacuation urgente.

« Nous sommes tous en crise ici », Alatrash explique. "Ce n'est pas une situation normale, et il n'y a pas de distinction entre Juifs et Arabes - nous devons travailler ensemble."

"Tout a été annulé, sauf pour les démolitions"

Les mesures prises par le gouvernement israélien pour lutter contre la pandémie auront probablement de graves conséquences économiques pour de nombreux villages non reconnus. « Il y a des milliers de Bédouins qui sont des travailleurs temporaires gagnant 150-200 NIS par jour dans l'agriculture, les restaurants, les hôtels et le lavage des voitures », explique Alatrash. "Ils n'ont pas droit au chômage, et si cette crise continue, ils auront besoin d'un soutien que nous ne pouvons pas leur fournir."

Entre-temps, lundi dernier, les autorités israéliennes procédaient toujours à des démolitions de maisons et détruisaient des récoltes appartenant à des villages bédouins non reconnus, malgré l'état d'urgence. La principale préoccupation des résidents d'Al-Araqib reste la menace de perdre leur maison, bien que les autorités n'aient démoli leur cabane qu'une seule fois depuis le début de l'épidémie de virus - contrairement à toutes les deux semaines, comme d'habitude. « Les démolitions de maisons sont notre coronavirus », explique Abu Mdeghem.

Dimanche, des planificateurs de bâtiments et des inspecteurs du ministère des Finances sont arrivés dans le village de Rahma et ont distribué des avis de démolition pour des bâtiments qui avaient été rénovés après avoir été endommagés par des inondations deux semaines plus tôt. Les résidents ont noté que les autorités sont arrivées sans équipement de protection individuelle et sont entrées dans leurs maisons en groupe de huit, sans garder de distance entre elles.

« Tout a été annulé, à l'exception des démolitions contre les Bédouins », explique al-Aasam. « C'est ce qui inquiète l'État - quelqu'un mettant un morceau d'étain ou martelant un clou. La distribution d'ordres de [démolition] est une excuse - ils veulent exploiter l'opportunité de blesser les gens, qui n'ont plus le temps de construire parce qu'ils sont occupés à s'inquiéter du coronavirus. »

Les visites des inspecteurs sont susceptibles de mettre en danger les résidents, al-Aasem ajoute. "Peut-être que l'un d'eux a le virus, car il s'est propagé dans tout le pays."

À la suite de la visite des inspecteurs, un certain nombre de groupes de défense des droits ont [appelé le gouvernement](#) à cesser toute activité de démolition contre les maisons et les terres des villages non reconnus, d'autant plus que la pandémie se poursuit - soulignant que de telles opérations mettent en danger non seulement la santé des habitants du village, mais aussi des efforts pour inverser le cours de l'épidémie de coronavirus. Ils n'ont pas encore reçu de réponse.

Malgré la persistance des opérations de démolition, cependant, certains signes indiquent que le gouvernement commence à ajuster ses activités dans les villages non reconnus, alors qu'il comprend le potentiel de catastrophe. Le 22 mars, pour la première fois depuis la création de l'Autorité pour le développement et l'installation des Bédouins dans le Néguev (souvent appelée « l'Autorité bédouine »), le ministère de l'Agriculture a décidé que l'organisme dirigerait les efforts d'aide gouvernementale pour les villages non reconnus, en coopération avec divers ministères.

Normalement, l'autorité bédouine est responsable de la soi-disant « régularisation » des villages non reconnus, et procède à l'exécution, aux démolitions et aux expulsions. Ces derniers jours, cependant, le corps a envoyé des employés pour distribuer des documents en langue arabe sur la façon de faire face à la pandémie. Selon l'Autorité, son personnel était chargé d'identifier les besoins de la population bédouine.



Le village non reconnu d'Atir (Activestills.org)

Le directeur de l'autorité bédouine, Yair Maayan, a déclaré à Local Call que toutes ses activités ont été gelées, y compris les démolitions, et que « tous les employés travaillent avec la population pour essayer de prévenir la maladie ». Dans un geste très inhabituel, Maayan a écrit au ministère des Finances après que ses inspecteurs ont remis des avis de démolition dans l'un des villages, leur demandant de cesser toute activité de ce type. Plutôt que de procéder à des démolitions et à des expulsions, a-t-il écrit, le département devrait plutôt « se concentrer sur la sensibilisation et la réduction des infections à coronavirus ».

Néanmoins, Haia Noach, directrice exécutive du Negev Coexistence Forum - l'un des groupes qui ont appelé l'État à mettre fin aux démolitions - dit que même si l'autorité bédouine comprend les démolitions, elle ne sait rien de la santé publique. « C'est abandonner la communauté de laisser ces personnes [au sein de l'Autorité] gérer la situation », dit-elle.

Perturbation massive de l'éducation

Au début de la crise, les écoles israéliennes ont fermé leurs portes et le ministère de l'Éducation a mis en place des émissions nationales en ligne afin que les élèves puissent apprendre de chez eux. Mais le plan n'a clairement pas pris en compte la population arabophone, explique le Dr Sharaf Hassan, qui dirige un comité qui évalue l'éducation arabe. "Ils ne pensaient pas aux écarts entre Juifs et Arabes. Environ un tiers des étudiants arabes ne disposent pas de la technologie nécessaire pour accéder aux cours. "

Selon Hassan, environ la moitié des étudiants arabo-palestiniens en Israël ne participent pas à l'enseignement à distance et la moitié vivent en dessous du seuil de pauvreté. De plus, ajoute-t-il, toutes les familles n'ont pas accès à un ordinateur, encore moins à une électricité fiable ou à Internet.

Dans le meilleur des cas, les enfants des villages non reconnus doivent lutter pour accéder à l'éducation. Maintenant, cependant, le comité pour les villages non reconnus estime qu'environ 70 pour cent des élèves de ces communautés ne participent pas à l'enseignement à distance, faute de ressources.

« Le manque de préparation à une situation d'urgence est dû à une discrimination à long terme », explique Hassan. Dans le cas où l'enseignement à distance doit se poursuivre pendant une longue période, le gouvernement doit s'assurer que les étudiants sans accès à Internet peuvent toujours recevoir une éducation, en leur fournissant des routeurs et des ordinateurs.

L'accès à l'information sur la pandémie a également été un problème. « Il a fallu un certain temps aux gens pour se rendre compte que les annulations d'école n'étaient pas dues à des vacances », explique Huda Abu Obeid, activiste et résident du Naqab. "Il n'y avait pas assez d'informations en arabe. Les organisations médicales ont commencé à distribuer les directives elles-mêmes, par sens du devoir. C'est inquiétant."

« Nous avons besoin d'un groupe de travail qui comprend des médecins qui connaissent la communauté et trouveront des solutions », explique Noach. « L'État doit prendre ses responsabilités. »

Pendant ce temps, al-Aasem propose la fourniture rapide de services essentiels, tels qu'une clinique médicale, même temporaire. « S'ils reconnaissent les villages et leur fournissent des infrastructures de base, nous serions en mesure de prévenir cette catastrophe », dit-il.

Oren Ziv est photojournaliste, membre fondateur du collectif de photographie Activestills et rédacteur pour Local Call

Une version de cet article a été publiée en Hébreu sur Local Call. [Lisez-le ici.](#)

Traduction IS pour l'UJFP